

Une brochure de la Formation Léon Lesoil
Mars 2012



**Sortons du nucléaire...et des fossiles !
Sauvons le climat dans la justice sociale !**



Prix : 3 euros

p.3 Une catastrophe nucléaire n'a pas de frontière. Notre résistance non plus!

Par **Louis Verheyden**

p.4 Japon : «Plus jamais de Fukushima»

par **Pierre Rousset**

p.6 Fukushima, neuf mois après

Publié dans : **Hebdo Tout est à nous !** N° 130 (05/01/12)

p.8 L'Allemagne dit adieu au nucléaire... mais pas aux fossiles !

Par **Daniel Tanuro** le 3 juin 2011

p.13 Sortie du nucléaire et tournant énergétique en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Allemagne

Michael Aggelidis, parlementaire de Die Linke

p.17 Le nucléaire en Belgique : à la botte d'Electrabel

Par **Daniel Tanuro**, 18 Septembre 2011

p.20 Contre le délire fossile et nucléaire : Démocratie énergétique maintenant

Par **Daniel Tanuro**, 03 Août 2011

p.24 Le projet RISE

p.26 Le réseau belge « Nucléaire, STOP ! »

Jean-François Pontegnie, membre du réseau « Nucléaire STOP » ! Kernergie !

p.27 L'APPEL « CLIMAT ET JUSTICE SOCIALE »

Une catastrophe nucléaire n'a pas de frontière. Notre résistance non plus!

Par Louis Verheyden



Nous reproduisons ci-dessous l'intervention prononcée par Louis Verheyden, du réseau "Stop Nucléaire", faite à Tihange le 17 septembre dernier au meeting qui a suivi la manifestation antinucléaire internationale, avec près de 2000 participants. Dans cette intervention, appel est lancé à se mobiliser activement pour l'échéance du 11 mars 2012, premier anniversaire de la catastrophe de Fukushima. (LCR-Web)

Chères amies, chers amis,

Merci pour votre présence à cette manifestation. Nous sommes ici à 2000, c'est un deuxième succès pour le mouvement antinucléaire belge et international, après la manifestation réussie du 24 avril, et un encouragement pour celles et ceux qui veulent déjà organiser une grande manifestation à Bruxelles, le dimanche 11 mars prochain, exactement 1 an après la catastrophe de Fukushima.

J'ai reconnu ici plusieurs personnes qui ont comme moi participé aux manifestations des années '70 à Doel et à Chooz, contre la construction des centrales nucléaires. Nous nous rappelons : nous avons été ignorés, puis tabassés et gazés et enfin traités d'imbéciles. Les hauts responsables d'Electrabel et du gouvernement nous disaient, qu'en l'année 2000, le problème des déchets serait résolu et qu'on constatera qu'il n'y aura pas eu un seul accident nucléaire.

Malheureusement : nous avons raison en 1970 et nous avons incontestablement raison aujourd'hui. Nous sommes en 2011, et malgré des recherches très largement subventionnées par le secteur public, menées intensivement depuis plus d'un demi-siècle, il n'y a pas de solution pour les déchets nucléaires. Je vous demande d'avoir une pensée pour l'ouvrier de la centrale de Marcoule qui l'a payé de sa vie. Nous sommes de tout cœur avec les personnes qui participent en ce moment même au festival de Bure et qui exigent un moratoire d'enfouissement de déchets nucléaires, à cet endroit comme ailleurs.

Quant aux accidents, nous avons une tâche sacrée de résister à l'oubli. Nous ne pouvons jamais oublier la catastrophe de Tchernobyl, le 26 avril 1986, ni les mensonges à propos des nuages radioactifs qui s'arrêtent aux frontières. Nous ne pouvons pas oublier la catastrophe de Fukushima, le 11 mars 2011. Nous n'oublierons pas l'accident nucléaire à l'Institut des Radio-Éléments à Feluy, en Belgique, en août 2008, classé 3 sur l'échelle de gravité INES, qui compte 7 degrés. C'est donc

possible chez nous ! C'est d'autant plus possible que, sous nos pieds, se trouve une faille géologique qui a provoqué le tremblement de terre de novembre 1983 à Liège, d'une magnitude de 4.7 sur l'échelle de Richter. Un séisme, dans la même région, a atteint 6.3 sur l'échelle de Richter en 1692. Qui nous garantit que cela ne se reproduira pas ? Les mêmes qui ont calculé la hauteur maximale des tsunamis à Fukushima ?

La probabilité de vivre cet événement sismique est effectivement petite. Mais quand cela se produira, et cela pourra se produire un jour, et si, à ce moment-là, il y a encore un réacteur en activité, il faudra évacuer 5.7 millions de personnes. Huy, Liège, Namur, Charleroi mais aussi Maastricht et Aachen devront être abandonnés à toujours, inhabitables.

C'est pour cela qu'il y a parmi nous des manifestants allemands et néerlandais. Car une catastrophe nucléaire ne connaît pas de frontières. Notre résistance non plus !

Nous voulons réduire ce risque, maintenant. Nous, à Nucléaire Stop, exigeons la fermeture immédiate des trois plus vieux réacteurs, Tihange 1, mais aussi Doel 1, et Doel 2, situés en pleine zone SEVESO, entourées de raffineries de pétrole et d'usines chimiques, dans la zone portuaire d'Anvers. S'il y a une catastrophe dans un de ces réacteurs, ce ne sont pas 5 mais 9 millions de personnes qu'il faudra évacuer ! Ces trois vieux réacteurs, qui datent de 1975, produisent ensemble 1800 Mwatt électriques par an, alors qu'Electrabel dispose actuellement d'une surcapacité de 2800 Megawatt ! Ces trois vieilles centrales produisent ensemble moins d'un tiers de l'électricité nucléaire belge. Le nucléaire produit la moitié de l'électricité. L'électricité délivre 20 % de l'énergie en Belgique. Il s'agit donc aujourd'hui de débrancher un tiers de la moitié d'un cinquième de la production d'énergie nationale : 3% du total. Est-ce que cela nous ramènera à l'âge de la bougie ? Non. Est-ce que cela diminuerait les bénéfices d'Electrabel ? Oui, car le KW nucléaire, provenant d'un réacteur amorti financièrement, est très bon marché pour Electrabel, qui le revend très cher aux ménages, puisqu'il est seul producteur belge. La centrale derrière moi ne produit pas uniquement de l'électricité : elle produit aussi une rivière de bénéfices pour ses grands actionnaires ! Voilà pourquoi Tihange 1 fonctionne encore !

Nous défendrons la loi de sortie du nucléaire contre ceux, le Ministre Magnette et Electrabel, qui veulent en reporter le côté sortie du nucléaire. Mais nous voulons aller plus loin, tout de suite, avec la fermeture immédiate des trois réacteurs les plus âgées et la fermeture des autres réacteurs, aussi vite que techniquement possible. Nous voulons un plan pluriannuel de politique énergétique, résolument tourné vers l'isolation thermique des bâtiments, vers l'augmentation de l'efficacité énergétique et vers les énergies renouvelables, organisés dans un réseau intelligent et décentralisé. Ceci est parfaitement réalisable et doit se réaliser rapidement, sans tenir compte de la cupidité des grands actionnaires d'Electrabel.

Merci de m'avoir écouté. Rendez-vous est pris le dimanche 11 mars 2012. Construisez dès demain des comités de mobilisation dans votre école, votre quartier, dans votre village et amenez vos amis !

Japon : «Plus jamais de Fukushima»

Pierre Rousset

Le 19 septembre, avec pour mots d'ordre «Plus jamais de Fukushima» et «arrêt des centrales nucléaires», Tokyo a abrité la plus grande manifestation contre le nucléaire civil, depuis la catastrophe du 11 mars avec, selon les organisateurs, plus de 60.000 participantEs, souvent venuEs en famille. Réunissant des intellectuels, des associations antinucléaires, des comités citoyens, des syndicats, des groupes d'extrême gauche, elle a commencé par un rassemblement au Meiji Park,

avant de partir, en trois directions, sillonner la capitale.

L'appel à cette journée de mobilisation – «Adieu au nucléaire» – a été lancé par huit personnalités, dont l'acteur Taro Yamamoto, le musicien Ryuichi Sakamoto, le journaliste Satoshi Kamata, l'auteure Keiko Ochiai et le prix Nobel de littérature Kenzaburo Oe. Lors du rassemblement, ce dernier a déclaré: «Certains disent qu'il est impossible de se passer d'énergie nucléaire, mais c'est un mensonge. L'énergie nucléaire est toujours accompagnée de destructions et de sacrifices. Nous devons faire savoir aux dirigeants des principaux partis et au patronat japonais notre intention de résister.»

La présence à la manifestation de nombreux riverains de la centrale de Fukushima Daiichi, contraints d'évacuer leur domicile pour cause de radioactivité, avait une forte portée symbolique. Pour Kazuhiro Hashimoto, un employé médical, «si nous n'arrivons pas à sortir du nucléaire maintenant, nous n'arriverons jamais à construire un monde sans cette énergie. Il sera trop tard pour protester après le prochain accident nucléaire. Nous espérons que celui de Fukushima sera le dernier.»

«Six mois après, note Ruiko Muto, membre d'un groupe citoyen de Fukushima, nous y voyons plus clair.» «Nous savons maintenant que les faits ne nous ont pas été révélés, le gouvernement ne protège pas la population, l'accident est toujours en cours... mais il y a encore des gens qui promeuvent le nucléaire. Depuis le 11 mars, nous devons chaque jour prendre des décisions sur des questions comme : faut-il évacuer, faut-il faire porter des masques aux enfants, faut-il faire sécher le linge dehors, faut-il labourer les champs?»

Côté mouvement ouvrier, l'initiative de la manifestation fut prise par des syndicats proches du Parti social-démocrate, mais la fédération liée au Parti communiste, Zenrohren, et des mouvements d'extrême gauche étaient aussi très mobilisés, avec un contingent de plus de 5.000 militants.

«Nous n'avons pas besoin de centrales nucléaires, l'entreprise TEPCO doit payer des compensations aux victimes» scandaient les manifestants. Les initiateurs de l'appel se donnent pour objectif de réunir 10 millions de signatures pour la sortie du nucléaire. L'opinion publique est en effet de plus en plus hostile à la poursuite de la politique énergétique antérieure. À un sondage effectué par le quotidien Mainichi Shimbun, 65% des personnes interrogées (en dehors des zones sinistrées) se sont déclarées prêtes à une réduction de la consommation électrique pour se libérer de la dépendance à l'égard de l'atome.

Pour Satoe Sakai, venu d'Osaka, «C'est aujourd'hui que nous pouvons vraiment changer la politique nucléaire; c'est le moment le plus favorable pour agir.»

Le gouvernement sent la pression. Il prévoyait, avant la catastrophe du 11 mars, d'augmenter la part du nucléaire dans la production d'électricité, en la faisant passer des 30% actuels à 50% en 2030. Il doit y renoncer et promettre le développement des renouvelables. Mais il n'en pousse pas moins à la relance de réacteurs aujourd'hui à l'arrêt, veut maintenir sa politique d'exportation de l'atome et reste sous l'emprise du puissant lobby nucléocrate. Il n'y aura pas de sortie du nucléaire sans luttes et mobilisations.

Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 117 (29/09/11)

Fukushima, neuf mois après

Dimanche 8 janvier 2012 Publié dans : [Hebdo Tout est à nous ! 130 \(05/01/12\)](#)



Le 11 mars 2011, un séisme, dont l'épicentre est situé au large des côtes nippones, provoque un tsunami dévastant la côte pacifique du Japon et provoquant la mort de plus de 20 000 personnes. Le séisme d'abord, puis le tsunami, touchent de plein fouet les centrales nucléaires japonaises installées sur la côte Est. Parmi celles-ci, la centrale Fukushima Dai-Ichi subit les dégâts les plus importants : perte d'alimentation électrique, arrêt des systèmes de refroidissement des réacteurs nucléaires et des piscines de désactivation des combustibles usagés, fusions partielles du cœur dans trois réacteurs, rejets radioactifs importants dans l'atmosphère par dépressurisation volontaire de la part de l'exploitant, rejets massifs d'effluents radioactifs liquides, suite aux lâchers d'eau entrepris par l'exploitation pour refroidir les installations...

Quelles conséquences pour l'environnement ?

Contrairement aux informations rassurantes véhiculées par les médias, la catastrophe continue inexorablement au Japon. On ne sait toujours que faire de l'eau contaminée par le refroidissement des réacteurs et qui, lorsqu'elle ne s'est pas déjà échappée vers l'océan ou les nappes phréatiques, s'entasse sur le site avec tous les risques de fuites diverses, compte tenu de la précarité de la situation. Sans la pression de l'opinion japonaise, Tepco aurait déjà relâché cette eau dans l'océan.

Les six piscines des réacteurs et la piscine commune nécessitent un refroidissement constant, car elles renferment ensemble environ 2 000 tonnes de combustible. Ces piscines sont extrêmement dangereuses et vont entraîner des dépenses pharaoniques de surveillance et d'entretien durant des dizaines d'années.

Les masses fondues de combustible (corium) des réacteurs 1, 2 et 3, représentant environ 250 tonnes de matières radioactives, ne sont toujours pas localisées. Personne ne peut dire aujourd'hui où elles sont exactement. Et rien ne permet d'écarter la possibilité d'explosion que certains

scientifiques jugent d'ailleurs très probable : un contact entre ce corium et de grandes quantités d'eau serait en effet dramatique et pourrait provoquer une explosion avec un important dégagement de matières radioactives dans l'atmosphère. Cela pourrait être catastrophique et contaminer d'immenses régions, bien au-delà du Japon.

Au plus proche de la centrale, les conséquences de l'accident sur la population commencent à montrer leur étendue. Pneumonies, leucémies, thyroïdes enflées, saignements de nez, diarrhées, toux, asthme ou problèmes hormonaux semblent se multiplier chez les 2 millions d'habitants du secteur. Les enfants sont en première ligne, alors que les terres, les eaux et certains aliments sont fortement contaminés.

Dans la ville de Fukushima, située à 60 km de la centrale, la Criirad a mesuré une contamination de 370 000 Bq/kg dans la terre prélevée sous les balançoires d'une école primaire. Une radioactivité énorme. « Ce sol est devenu un déchet radioactif qui devrait être stocké dans les meilleurs délais sur un site approprié », déclarait alors l'organisation.

La nourriture est aussi un vecteur de contamination radioactive. Les autorités japonaises ont étendu le 29 novembre l'interdiction de vente de riz, notamment dans la région de Date, où des milliers d'agriculteurs ont dû suspendre leurs livraisons.

En avril, le gouvernement japonais a relevé la norme de radioprotection de la préfecture de Fukushima de 1 millisievert/an à 20 millisieverts/an pour les enfants. Or, ce taux est le seuil maximal d'irradiation en France pour les travailleurs du nucléaire !

Face à la catastrophe, et pour éviter des mesures de prévention jugées trop coûteuses, les autorités prennent des risques inconsidérés avec la vie des populations.

Quels coûts pour les travailleurs et la société japonaise ?

Les premières victimes ont évidemment été les travailleurs présents sur le site au moment de la catastrophe, ou envoyés en zone fortement contaminée pour tenter de limiter les conséquences de celle-ci et ainsi probablement sauver des milliers de vies. On apprend ainsi que, juste après les explosions de mars, Tepco avait demandé à l'ensemble de ses entreprises de sous-traitance de recruter « des gens qui n'avaient pas peur de mourir ». Aujourd'hui encore, ce sont des publics particulièrement défavorisés qui sont ciblés pour des campagnes de recrutement dans les entreprises sous-traitantes du nucléaire.

Mais cette catastrophe nucléaire aura des répercussions pendant encore des décennies. Le travail de décontamination prendra de longues années et les travaux coûteront une fortune : 130 milliards de dollars, au bas mot, d'après les experts japonais. À cela risquent de s'ajouter des coûts sanitaires et environnementaux difficiles à comptabiliser, tant le risque semble être aujourd'hui minimisé.

De la même manière que le plus lourd tribut sanitaire est actuellement payé par les travailleurs, la facture sera également à la charge des classes laborieuses japonaises. Car si Tepco a su privatiser les bénéfices générés par l'exploitation de la filière nucléaire, c'est bien désormais la puissance publique qui doit faire face à l'immense chantier de décontamination et de prise en charge des conséquences environnementales et sanitaires.

Quelles conséquences politiques et économiques dans le monde ?

La catastrophe de Fukushima, accident nucléaire le plus important que le monde ait connu depuis Tchernobyl, a relancé avec une grande vigueur le débat sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins de production électrique. Le mouvement de rejet de cette technologie et des risques qui y sont associés a fortement grandi en l'espace de quelques mois, dans les populations des pays les plus

nucléarisés. Face à ce mouvement de fond, mais aussi parfois à une réactivation de luttes militantes antinucléaires déterminées, certains pays ont fait le choix de mettre un terme à leur programme électro-nucléaire : Allemagne, Suède, Suisse, Belgique, Italie...

Ce choix, les autorités françaises continuent de le refuser, nous expliquant doctement que le nucléaire français est le plus sûr du monde, reprenant ainsi un couplet que les autorités japonaises n'hésitaient pas à entonner avant le 11 mars 2011...

Les luttes antinucléaires en France ont eu beau reprendre de la vigueur au cours de l'année 2011 (insuffisamment, il est vrai), elles n'auront donc pas permis d'imposer une sortie rapide du nucléaire. Et les échéances électorales de l'année 2012 ne permettront pas à la population, pourtant de plus en plus consciente de la menace que fait peser cette industrie sur nos vies, de faire un tel choix. En effet, même en cas d'alternance à la tête de l'Etat, le nucléaire civil sera un choix maintenu, le pacte PS-EÉLV prévoyant que le nucléaire représentera encore 50% de la production électrique française en 2025. Ainsi, de façon totalement irresponsable, on nous propose de continuer de faire de la France une exception à l'échelle mondiale en maintenant une des parts les plus élevées de production électrique d'origine nucléaire et en conservant plusieurs dizaines de centrales nucléaires, dont beaucoup ont déjà plus de 30 ans et qui représentent autant de risques mortels pour les populations.

Faute de la prise en charge d'une sortie rapide et planifiée du nucléaire, en France aussi, ce sont les travailleurs du secteur qui aujourd'hui paient les conséquences de la crise ouverte par la catastrophe de Fukushima. L'abandon du nucléaire par un nombre important de pays qui étaient clients d'Areva, mais aussi les revers commerciaux subis dernièrement avec l'EPR, ont fragilisé l'entreprise jusqu'alors présentée comme une fierté nationale, le fleuron de l'industrie nucléaire française. Face à ces difficultés, la réponse d'Areva ne s'est pas fait attendre : suppression d'un millier de postes par an. Encore une fois, ce sont donc aux travailleurEs que les dirigeants souhaitent faire payer la crise et l'incurie de leurs choix, pourtant opérés aujourd'hui contre la volonté d'une majorité de la population.

Afin de ne pas continuer à faire courir aux populations un risque qu'elles refusent, le NPA propose un plan de sortie du nucléaire en dix ans, prenant comme base la réduction des consommations énergétiques, le développement des énergies renouvelables qui entraînera la création de centaines de milliers d'emplois, la création d'un grand service public de l'énergie sous contrôle des usagers et des salariés par expropriation des grands groupes (EDF, GDF-Suez, Total, Areva...) et la préservation de l'ensemble des emplois actuels de la filière par le biais de reconversions dans le démantèlement ou dans les énergies renouvelables.

Souhaitons que 2012 voie les mobilisations antinucléaires croître à nouveau pour donner l'espoir de pouvoir un jour mettre en œuvre un tel plan.

L'Allemagne dit adieu au nucléaire... mais pas aux fossiles !

Par Daniel Tanuro le 3 juin 2011

Toutes les centrales nucléaires d'Allemagne seront fermées d'ici 2022. Les sept réacteurs les plus anciens avaient été mis à l'arrêt après la catastrophe de Fukushima. Un autre réacteur, victime de pannes fréquentes, avait déjà subi le même sort plus tôt. Les neuf autres installations seront mises hors course progressivement, trois d'entre elles – les plus récentes – continuant cependant de fonctionner jusqu'en fin de période. Qualifiée d'irréversible, la décision a été prise par le gouvernement au terme de débats internes difficiles : le petit parti

libéral et une partie de la CDU/CSU s'y opposaient.

Cependant, en fin de compte, Angela Merkel a imposé sa ligne, sur base d'un rapport demandé à des experts suite à Fukushima.

L'Allemagne prend ainsi la tête du groupe de pays européens qui ont décidé de renoncer complètement à l'énergie atomique, et qui comprend en plus l'Autriche, le Danemark, la Suède, la Suisse, la Belgique et l'Italie (dans ces deux derniers cas, cependant, l'affaire n'est pas encore tranchée).

La décision du gouvernement de Bonn représente une défaite pour le lobby patronal pro-nucléaire, au sein duquel on trouve des entreprises aussi influentes que Thyssen Krupp, BASF, Bayer, Daimler-Benz ou la Deutsche Bank.

Le mouvement antinucléaire remporte ainsi une victoire, fruit de sa ténacité. Luttant sans discontinuer depuis les années '70 du siècle passé, il a encore fait descendre récemment plus de 160.000 personnes dans les rues du pays. Les activistes ne soutiennent pas pour autant la décision des autorités, dont ils trouvent la mise en œuvre trop lente. Selon Greenpeace, par exemple, les dix-sept réacteurs que compte l'Allemagne pourraient être tous fermés en 2015, sans que le pays ait besoin d'importer de l'électricité (comme le gouvernement le prévoit), si un plan audacieux de déploiement des énergies renouvelables et de hausse de l'efficacité énergétique était adopté.

Mais il y a davantage qu'une question de rythmes : en effet, si la décision de sortir du nucléaire est positive, le plan de Merkel n'en est pas moins à combattre, car il s'inscrit pleinement dans une logique productiviste, au sein de laquelle il est impossible de renoncer à la fois à l'atome et aux énergies fossiles. Or, tel est le défi global qui doit être relevé aujourd'hui.

Les centrales nucléaires allemandes assurent 22% de la production d'électricité du pays, et les renouvelables 18%. Pour compenser l'abandon de l'atome, sans mettre en question l'augmentation annuelle de la demande en électricité (2% environ), Angela Merkel mise non seulement sur l'éolien, le photovoltaïque et la géothermie, mais aussi sur la construction de centrales au gaz, au charbon et au lignite, ainsi que sur des importations à hauteur de 20% des besoins: électricité hydraulique en provenance des pays nordiques, biomasse d'Europe de l'Est, solaire thermodynamique, provenant du réseau Desertec, qui sera implanté en Afrique du Nord...

D'importants travaux seront nécessaires pour adapter le réseau local de distribution et il faudra tirer 4000 km de lignes à haute tension pour acheminer le courant produit par les parcs éoliens en Mer du Nord jusqu'au sud du pays. D'ici 2020, la part des renouvelables dans la production d'électricité devrait passer à 35%. L'isolation des maisons continuera à être encouragée. Mais la chancelière n'exclut pas clairement et catégoriquement l'achat à la France de courant provenant de centrales nucléaires : « il y a toujours en Europe des flux de courant qui vont et qui viennent », a-t-elle déclaré.

Le gouvernement affirme que son plan de sortie du nucléaire est compatible avec le fait de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2020 (par rapport à 1990). Cette affirmation est toutefois à prendre avec des pincettes. En 2010, les émissions allemandes ont augmenté de 4,8% par rapport à l'année précédente. Selon l'étude « Energy Revolution » réalisée il y a quelques années par des thermodynamiciens de l'université de Stuttgart, sortir à la fois du nucléaire et des combustibles fossiles d'ici 2050 n'est possible que si les besoins

finaux en énergie diminuent de 40 à 50% selon les secteurs.

Ce n'est pas dans cette voie-là que s'engage Merkel, au contraire : aligné sur le diktat de la croissance capitaliste, son plan est basé sur une extension continue de la production, donc des besoins énergétiques.

Dans l'opinion publique, c'est surtout l'impact sur les coûts de l'électricité qui mobilise l'attention. Il fait l'objet d'estimations discordantes : 1 à 2 milliards d'Euros par an selon les uns, 3 milliards selon les autres. Bonn devrait investir pas moins de 56 milliards en neuf ans pour adapter et développer le réseau de transport du courant. Merkel répète sans arrêt que « les consommateurs ne paieront pas plus cher », mais personne n'est dupe : le gouvernement et les électriciens s'entendent pour transférer la hausse des prix sur les consommateurs finaux. Selon l'Agence allemande pour l'énergie (Dena), le prix du kilowatt augmenterait de 20% d'ici 2020. La fédération patronale de l'industrie (BDI) cite un chiffre encore plus élevé : 30%.

Une chose est certaine : le patronat est bien décidé à ne pas payer la note. Les quatre grands groupes qui contrôlent la production électrique envisagent même de lancer une action en justice contre la décision du gouvernement. Celui-ci, pour les calmer, pourrait renoncer à prélever la taxe sur le combustible nucléaire qui rapporte à l'Etat 2,3 milliards d'Euros par an. Dans le but d'amadouer les électriciens, le gouvernement les avait déjà dispensés de verser leur contribution (300 millions) au fonds pour le développement des énergies alternatives.

Il y a certainement moyen de fermer les centrales plus vite que ce qui a été décidé par l'équipe d'Angela Merkel et en réduisant davantage les émissions de gaz à effet de serre mais, pour cela, plusieurs conditions doivent être remplies : 1°) une réduction importante des besoins en électricité ; 2°) une nationalisation par expropriation du secteur de l'énergie, sous contrôle démocratique ; 3°) une planification de la transition énergétique indépendamment des coûts; 4°) la suppression des productions inutiles et nuisibles, avec reconversion des travailleurs.

Il va de soi que ces mesures n'entrent pas en considération au niveau du gouvernement, dont la politique néolibérale agressive vise au contraire à doper le secteur vert du capitalisme allemand : l'industrie du photovoltaïque, qui se bat pour le leadership mondial sur ce marché et le secteur automobile, qui recevra un million d'Euro supplémentaire pour mettre au point de nouvelles batteries.

L'heure n'est vraiment plus à demander un débat public, ou une consultation populaire sur le nucléaire: il faut décider tout de suite de fermer ces centrales de malheur, et les arrêter le plus rapidement possible, en garantissant l'emploi et le salaire des travailleurs qui y sont employés.

Contrairement à ce qu'on tente et qu'on tentera encore de nous faire accroire avec les « stress tests », un Fukushima à Doel ou à Tihange est bel et bien de l'ordre des possibilités. La décision allemande de sortir du nucléaire est un encouragement à redoubler partout d'efforts dans le combat contre cette technologie d'apprentis sorciers, mais il faut le faire dans le cadre d'une alternative d'ensemble à la politique énergétique capitaliste qui découle du caractère foncièrement productiviste de ce mode de production. Seule une alternative de type écosocialiste peut permettre de sortir à la fois de l'atome et des fossiles, et de le faire dans la justice sociale.



Sortie du nucléaire et tournant énergétique en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Allemagne

Michael Aggelidis, parlementaire de Die Linke

La sortie du nucléaire jusqu'à l'an 2022, décidée par tous les partis représentés au Bundestag, – sauf le parti DIE LINKE - LA GAUCHE – est un emballage trompeur de taille. Le consensus nucléaire du gouvernement SPD/Verts de l'an 2000 prévoyait déjà cette sortie, avant que le CDU (conservateurs-chrétiens) et le FDP (libéraux) prolongent, en l'an 2010, les échéances des centrales nucléaires jusqu'à l'an 2036. Comparé à cela, le fait que l'installation d'enrichissement d'uranium, à Gronau, pourra produire sans limites des barres de combustible nucléaire pour le marché mondial semble presque être un détail. La sortie du nucléaire – mieux: la révision du prolongement – est quand-même un acquis important, inimaginable sans la résistance extra-parlementaire continue, surtout les mobilisations contre les transports de déchets nucléaires dans les containers Castor.

La fraction parlementaire du parti DIE LINKE, en collaboration étroite avec les organisations pour la protection de l'environnement comme Greenpeace et BUNDI (les amis de la Terre allemands), avait présenté un programme alternatif pour la sortie immédiate du nucléaire en Allemagne pour 2014. Cela serait possible sans entraves pour la sécurité de l'approvisionnement en énergie, à condition d'installer une gestion moderne de la consommation des gros consommateurs d'électricité. Mais CDU, SPD, FDP et Verts protègent les profits supplémentaires des quatre oligopoles (E.ON, RWE, Vattenfall et EnBW). Puisque les centrales nucléaires existantes sont déjà amorties économiquement, chaque année de fonctionnement supplémentaire signifie des milliards de surprofits pour les grands trusts de l'énergie.

Comme la fin de l'économie nucléaire est à prévoir dès maintenant, le débat sur l'avenir de la production d'énergie bat son plein en Allemagne. En la matière, les géants de la production d'énergie font tout pour conserver des structures centralisées. Ce n'est pas par hasard que le concept officiel pour la sortie du nucléaire prévoit les centrales de charbon comme réserve à

froid. Des centrales de charbon modernes et donc plus efficaces sont présentées comme technologie de transition nécessaire pour le passage à 100% d'énergies renouvelables. En Rhénanie du Nord-Westphalie, un Land de production énergétique, cette bataille est d'autant plus intense. Avec l'appui du SPD et sans résistance substantielle des Verts, E.ON et RWE planifient la construction de divers nouvelles centrales électriques au charbon et au lignite. Die Linke s'oppose à cela. Seuls de petites centrales à gaz naturel et à couplage thermique méritent l'étiquette de technologie transitoire. La Rhénanie du Nord-Westphalie aura, comme première entité fédérée en Allemagne, une loi propre pour la protection du climat – si die Linke laisse passer ce projet de loi critiquable au parlement régional. Car ce projet de loi n'exclut pas la construction de nouvelles centrales électriques au charbon et au lignite. Les énergies renouvelables sont elles-mêmes devenues source de profits importants depuis longtemps. Qui veut participer au premier plan à ce commerce dans 10 ou 20 ans, ne doit pas manquer à s'engager aujourd'hui. Le problème des grands monopolistes est seulement que les énergies renouvelables sont difficiles à gérer de manière centralisée. Les espoirs pour la conservation de structures de production centralisée s'appellent donc Desertec pour les capteurs solaires et Offshore dans le domaine de l'énergie éolienne. Desertec est un projet de l'économie allemande pour produire de l'électricité avec des installations de capteurs solaires gigantesques au Sahara pour exporter ensuite l'électricité vers l'Allemagne et l'Europe. Un avantage collatéral de cela est l'établissement d'une nouvelle dépendance néocoloniale des Etats africains méditerranéens. Au lieu d'exploiter à prix bas des matières premières, maintenant on veut exploiter les conditions climatiques régionales, sans que la majorité de la population autochtone ne puisse en profiter. Cela n'a rien à voir avec la justice climatique. La Rhénanie du Nord-Westphalie subventionne également Desertec avec des ressources financières du budget de la recherche scientifique.

Les parcs éoliens monstres Offshore dans la mer du Nord sont également projetés pour sauvegarder les structures de production centralisées pour les temps post-fossiles devant nous. Pour transporter l'électricité vers les centres industriels et urbains du Rhin, de la Ruhr et du Neckar, il faut nécessairement une extension massive des réseaux de transport du courant à haute tension, avec des conséquences écologiques négatives.

Les questions d'énergie sont toujours aussi des questions de pouvoir. C'est pourquoi, il se pose la question, si le tournant énergétique, qui s'opère sous nos yeux en Allemagne, s'organisera de façon démocratique et décentralisée. Nous, du parti die Linke en Rhénanie du Nord-Westphalie, nous nous engageons pour des réseaux électriques en propriété publique et pour le renforcement d'intercommunales de production et de distribution de l'énergie. L'économie énergétique aux mains des grands trusts, c'est la plus mauvaise des solutions possibles. Stakeholder au lieu de Shareholder! Il s'agit de l'intérêt de la grande majorité des consommateurs des services énergétiques, de l'influence des élus dans les communes, des salariés du secteur de l'énergie et de la population.

La renaissance actuellement observable de la production d'énergie communale subira un échec, si elle ne mène pas une nouvelle qualité en la matière du contrôle et de la prise de décision démocratique et de beaucoup plus de transparence, ainsi qu'à une orientation claire vers les économies d'énergie et le passage rapide à 100% d'énergie renouvelable. Autrement dit: Il faut pour cela une économie communale qualitativement modifiée. La grande tâche pour die Linke sera de développer des propositions concrètes et praticables au quotidien qui installent plus de démocratie et plus de participation citoyenne.

Il faut aussi beaucoup plus d'efforts pour décupler l'efficacité énergétique. Le courant électrique non utilisée, ne doit pas être produit. De l'industrie à grande consommation énergétique jusqu'aux foyers privés, il y a d'importants potentiels d'économies d'énergie. Aussi longtemps qu'ils ne sont pas réalisés par des réglementations à caractère plus obligatoires et plus stricts, nous gaspillons des ressources de manière absurde et émettons des gaz à effet de serre sans aucune nécessité. Plus d'efficacité énergétique ne s'obtient pas gratuitement, le développement des énergies renouvelables non plus. Il y a maintenant diverses études qui calculent les coûts de la révolution énergétique. Tandis que les lobbies du charbon et de l'atome essayent de maximaliser les pronostics de ces coûts pour mieux polémiquer contre la sortie du nucléaire et des fossiles, les lobbies des énergies renouvelables tendent à les minimaliser. Mais on ne peut pas nier qu'il y aura des coûts. La question est seulement qui les portera. Jusqu'à maintenant, les coûts pour les subventions de l'énergie solaire et éolienne sont répartis sur tous les clients (d'après la loi sur les énergies renouvelables EEG), tandis que la grande industrie est ménagée. C'est une répartition des coûts non équitable. Les revenus les plus bas payent le gros de la facture du tournant énergétique. Die Linke au parlement régional de Rhénanie du Nord-Westphalie revendique de financer les coûts du tournant énergétique par un supplément proportionnel sur les impôts sur les revenus. Celui qui gagne plus devrait donc payer plus pour le tournant énergétique. Celles et ceux au revenu bas, qui sont déjà maintenant les victimes de la misère énergétique et des coupements d'électricité forcés.

Pour les forces progressistes il est élémentaire de lier la politique en matière d'énergie et du climat à la question sociale. Ce n'est que de cette manière qu'on peut empêcher que le tournant énergétique amène encore plus d'injustice et de division sociale. Les protagonistes du Green New Deal par contre promettent un beau nouveau monde écolo-capitaliste sans crises. D'après eux, une quatrième révolution technologique apporterait plus d'efficacité énergétique et la percée vers l'économie circulaire. Le résultat espéré en serait une nouvelle poussée d'innovation et de croissance pour le capitalisme contemporain en crise qui offrirait en surplus de nouveaux emplois pour les marginalisés et plus d'inclusion sociale. Entre-temps, cette vision est devenue presque hégémonique en Allemagne. Une expression en est l'essor électoral des Verts depuis Fukushima. Mais c'est une perspective douteuse. Tout d'abord, il ne semble pas possible de réduire les émissions à effet de serre de 90% jusqu'à l'an 2050 sans mettre en question les modèles de consommation et de style de vie dominants.

D'autre part, il est très peu probable que des règlements dans le cadre inchangé de l'économie marchande (par des mesures fiscales, par la commercialisation de certificats de consommation, donc exclusivement par les prix) pourraient amener ce beau nouveau monde. On peut plutôt s'imaginer que les instruments de régulation du Green New Deal décupleront les inégalités sociales.

Mais il est vrai aussi que la socialisation des réseaux de l'énergie et une production énergétique décentralisée n'abaissent pas automatiquement la consommation des ressources. Les syndicats doivent s'ouvrir à ce nouveau débat sur les « limites de la croissance ».

Autant qu'il ne suffit pas d'être contre le nucléaire sans revendiquer le développement massif des énergies renouvelables, il est aussi insuffisant d'ignorer la dimension sociale et de répartition des coûts du tournant énergétique. C'est pourquoi les mouvements anti-nucléaire et pour la protection du climat doivent d'urgence intensifier la coopération avec les mouvements contre le démontage social.

Le nucléaire en Belgique : à la botte d'Electrabel

Par Daniel Tanuro, 18 Septembre 2011

Tous plumés par Electrabel



Depuis la catastrophe de Fukushima, les responsables politiques belges s'efforcent de rassurer l'opinion publique. Le 15 mars, le Conseil des ministres décrétait un moratoire d'un an sur le nucléaire, afin que des tests de sécurité soient effectués sur les centrales. *"Aucune décision ne sera prise quant au nucléaire tant que les résultats de ces tests ne seront pas connus"*, déclarait Paul Magnette, le ministre de l'énergie. Cette décision n'était qu'un écran de fumée. Derrière celui-ci, le gouvernement en affaires courantes et les principaux partis œuvrent sans relâche pour prolonger la vie de Doel et de Tihange au-delà des échéances prévues par la loi de 2003. Parce qu'il est impossible de se passer de cette énergie de mort ? Non, parce que GDF Suez ne veut pas renoncer à ses super-profits et... que les politiques sont à la botte d'Electrabel.

Est-il vraiment besoin de tester la sécurité des centrales nucléaires en Belgique ? Techniquement, non. Fin 2010, l'Agence fédérale de contrôle nucléaire rendait public un rapport sur la prolongation de Doel 1 et 2 et de Tihange 1 au-delà de 2015. Conclusion de l'AFCN : en 2010, 43 problèmes de sécurité ont concerné ces trois réacteurs. La ministre de l'Intérieur, Annemie Turtelboom (VLD), refusait d'en dire plus. Dans une interview à Humo, le chimiste nucléaire Alain de Halleux donnait deux indications : *« Doel 1 est dangereux car il n'y a pas de fondation en béton solide sous la centrale et le couvercle de la cuve du réacteur de Tihange 1 est fragile »* [1]. Dormez en paix, bonnes gens.

Un écran de fumée

Est-il vraiment besoin de tester la sécurité des centrales nucléaires en Belgique ? Politiquement, oui. Pour faire croire à la population que le gouvernement agit en bon père de famille, soucieux de la protection des citoyennes et des citoyens. Or, il n'en est rien. En octobre 2009, le gouvernement Leterme passait un pacte avec GDF Suez : la prolongation de la vie des centrales en échange d'une contribution annuelle au budget de l'Etat. Tous les experts le disent : conçus pour fonctionner une vingtaine d'années, les réacteurs présentent, avec l'âge, de plus en plus de risques de défaillance. Selon cet accord, les réacteurs les plus anciens seront poussés jusqu'à quarante ans. Pourtant, dans ce deal avec les électriciens, la question de la sécurité n'était même pas évoquée. Pas une ligne, pas un mot !

Derrière l'écran de fumée des stress tests : la course au profit maximum. Une fois qu'une centrale est amortie, le prix de revient de l'électricité est très bas. Or, en Belgique, les

consommateurs paient le courant 15 à 30% plus cher que dans les pays voisins. De plus, les pouvoirs publics ont massivement soutenu –et continuent de soutenir- le lobby nucléaire. Ces deux éléments ont permis à Electrabel d’amortir les centrales en 20 ans, sans le moindre effort de la part des actionnaires. En contrepartie, l’entreprise avait promis de baisser ses prix après amortissement, mais elle n’a pas tenu parole. Résultat : en plus du profit, les électriciens empochent un surprofit. C’est ce qu’on appelle la rente nucléaire. La CREG (la commission de régulation de l’électricité et du gaz) l’estime entre 2 et 2,7 milliards d’Euros par an.

La poule aux œufs d’or atomique

Dès lors, on le comprend aisément : au plus Electrabel prolonge la vie de ses centrales amorties, au plus ses profits s’accroissent de surprofits juteux. Place aux chiffres : selon la société, le prolongement de Doel 1 et 2 ainsi que de Tihange 1 (les trois plus anciens réacteurs, qui doivent fermer en 2015 selon la loi de 2003 sur la sortie du nucléaire) coûterait 800 millions d’Euros aux actionnaires. Le prolongement des quatre autres réacteurs coûterait probablement plus cher, car leur capacité est plus élevée. Mais, comme le note le Mouvement Ouvrier Chrétien, ‘ces montants sont largement couverts par les bénéfices attendus d’un prolongement des centrales, estimés par la CREG à 12 milliards d’Euros en cas de prolongation de 10 ans et à près de 17 milliards dans le cas d’une prolongation de 20 ans’ [2]. Notez-le bien : 12 à 17 milliards d’Euros de rente. Donc de surprofits, en plus des profits. Ceux-ci sont estimés à 27 milliards d’Euros pour Electrabel en cas d’une prolongation de 20 ans [3]. La poule aux œufs d’or...

Rappel : Electrabel a payé en 2010 35 millions d’euros d’impôts sur un bénéfice de 808 millions (un taux d’imposition de 4,33%) [4]. Plus fort : en 2008, l’entreprise avait retouché 94 millions de l’Etat. En 2009, elle payait à peine 0,04% d’impôt (un demi-million d’euros sur un bénéfice d’un demi-milliard). Tout cela grâce à l’ingénierie fiscale, alors que le taux de base de l’impôt des sociétés s’élève à 33,99%. Dans ce contexte, la contribution d’Electrabel au budget de l’Etat, que Magnette propose de fixer à 250 millions/an, est en fait une bonne affaire pour les électriciens : elle leur permet de se présenter comme de généreux donateurs, alors qu’ils pillent la collectivité sans scrupules... Avec la complicité active du ministre PS, plus prompt à dénoncer les estimations de la rente par la CREG qu’à mettre en accusation GDF Suez et Albert Frère, son principal actionnaire privé.

Les mensonges de Magnette

Pour dissimuler son soutien à Electrabel, le ‘socialiste’ Magnette fait comme si la prolongation des centrales était le meilleur choix du point de vue économique, social et environnemental : « *On peut décider de fermer quand même en 2015, mais il faut alors assumer d’être structurellement importateur d’électricité venant de France, où elle est produite à partir du nucléaire, et de construire très rapidement des centrales au gaz. Cela a un coût très important, demande des permis, et augmentera de façon importante nos émissions de CO2. (...) Le report de la fermeture répond à des impératifs pratiques et non idéologiques* » [5].

C’était avant Fukushima. Après la catastrophe, le ministre a infléchi son discours pour se présenter comme un antinucléaire... obligé, contre son gré, d’essuyer les plâtres des imperfections de la loi de 2003. « *La loi de 2003 décrète la sortie du nucléaire. Elle ne l’organise pas. Elle a un défaut originel* », déclarait-il sur les ondes de la RTBF. Pourquoi

ne pas s'être attelé à corriger ce défaut, demande le journaliste ? Réponse : « *On était tout près avant la chute du gouvernement. Il a fallu un débat de 2,3 ans. Fukushima, de ce point de vue, a eu un effet (...). Le principe de la sortie du nucléaire est réaffirmé et ça, c'est une bonne chose. Reste un débat technique et socio-économique sur le calendrier* » [6]. Quel culot, de la part d'un homme qui n'a rien fait d'autre, pendant toutes ces années, que se coucher devant Electrabel !

Fukushima ou pas, la ligne du gouvernement belge reste inchangée : on prolonge la vie des centrales. On la prolonge au mépris de la vie des millions de gens dont la santé serait gravement affectée si un accident comme celui du Japon devait se produire à Doel ou à Tihange [7]. On la prolonge en dépit du fait qu'il est possible de s'en passer. On écarte les alternatives parce qu'on refuse de mettre en question le productivisme et la dictature des sangsues capitalistes du secteur énergétique. On la prolonge pour « *des impératifs pratiques et non idéologiques* », comme dit Magnette. En effet. Sur ce point, nous sommes d'accord avec le ministre : d'idéologie, lui et ses collègues n'en ont pas plus que d'éthique dans le crâne d'un spéculateur. Seul compte pour ces gens « *l'impératif pratique* » du profit qui, faute de révolte sociale, condamne l'humanité à d'autres Tchernobyl, d'autres Fukushima.

Notes :

[1] Le Soir, 4/4/2011.

[2] MOC, « Motion relative à la production d'électricité et à l'énergie nucléaire » (BP du 16 juin 2011).

[3] Trends, 23/9/2009

[4] De Morgen 23/5/2011.

[5] La Libre, 11 et 15/5/2010.

[6] RTBF, Matin Première, 28/6/2011.

[7] Declan Butler dans Nature, 21 avril 2011

Ne pas confondre « risque » et « probabilité »

On que le risque nucléaire serait limité. C'est une contre-vérité absolue. Le risque se définit comme le produit de la probabilité par les conséquences. La probabilité de fusion d'un réacteur est faible (plus élevée pourtant que la chance de gagner au Lotto !), mais les conséquences sont incommensurables. Le risque est donc inacceptable.

On peut s'en passer... mais pas sans mesures anticapitalistes !

Plusieurs études montrent la possibilité de sortir du nucléaire. Les lecteurs intéressés se référeront utilement à celle que l'APERRE a réalisée à la demande du GRAPPE, ou à celle

que ‘Zero Emissions solutions’ a produite à la demande de Greenpeace. D’une manière générale, cependant, ces travaux ont une faiblesse : ils sous-estiment les objectifs climatiques. En effet, ils s’inscrivent dans le cadre du ‘paquet énergie climat’ de l’Union Européenne, qui vise une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% en 2020. Un objectif insuffisant. Pour avoir une chance de ne pas trop dépasser 2°C de réchauffement, il convient, selon le GIEC, d’atteindre 25 à 40%. Les 40% s’imposent, vu la sous-estimation de la dislocation des calottes glaciaires.

Au niveau de l’UE, selon le scénario ‘Energy Revolution’ réalisé par des spécialistes allemands, sortir du nucléaire tout en sauvant le climat nécessite de réduire de moitié, au moins, la demande finale d’énergie. Ce n’est pas possible sans une remise en cause du productivisme et du profit. Cela implique notamment la nationalisation sans indemnités du secteur énergétique. Le pouvoir de GDF-Suez, E.ON, RWE, etc. doit être brisé. Les richesses accumulées par les trusts doivent être transférées au secteur public. Lui seul peut mener une transition aux renouvelables qui soit socialement juste et écologiquement efficace.

Contre le délire fossile et nucléaire : Démocratie énergétique maintenant

Par **Daniel Tanuro**

03Août 2011

Le document ci-dessous devrait retenir l’attention des militant-e-s écosocialistes. Il émane de GEGENSTROM, un réseau militant pour le climat et la justice sociale, basé à Berlin, en Allemagne. « Nous voulons rompre avec la logique mortifère de la croissance forcée, de la surproduction et de la surconsommation endémiques, proclame GEGENSTROM. Car pour nous, le capitalisme c’est la crise, pas seulement la crise économique, mais aussi la crise écologique et climatique. » Le réseau critique les positions des défenseurs d’un nouveau « capitalisme vert » et prône la mobilisation et la résistance. www.gegenstromberlin.net . Nous reproduisons ici ses Thèses pour une autre politique énergétique.

Un premier intérêt de ce texte est de lancer le débat sur la politique énergétique capitaliste dans son ensemble, et sur la nécessité d’une alternative globale. Tout en se réjouissant de la sortie du nucléaire, Gegenstrom n’est pas dupe de la stratégie de la chancelière Angela Merkel, refuse le choix entre le choléra climatique et la peste atomique, dénonce le gigantisme productiviste de projets tels que Desertec (construction de gigantesques centrales solaires thermodynamiques dans le Sahara), et pointe la nécessité d’une alternative anticapitaliste pour sortir à la fois des fossiles et du nucléaire.

Un autre intérêt des Thèses de Gegenstrom est d’explicitier les possibilités non seulement techniques mais aussi et surtout politiques d’un système énergétique à la fois planifié et décentralisé. Un tel système ouvre en effet une perspective de réappropriation collective des ressources énergétiques et de leur utilisation par les communautés locales. De la sorte, l’alternative énergétique de type écosocialiste peut être articulée sur l’aspiration à la reconstruction de la démocratie par en-bas, à travers les luttes anticapitalistes, telle qu’elle s’est exprimée dans le mouvement des Indigné-e-s, en Espagne et en Grèce, ou, sous une

autre forme, dans les référendums sur l'eau, en Italie.

Le débat sur l'alternative énergétique doit se poursuivre et s'amplifier. Trois éléments nous semblent devoir être approfondis :

1°) la décentralisation démocratique du système énergétique et sa socialisation ne sont pas possibles sans briser le pouvoir des monopoles, et cela ne peut se faire que par le truchement d'une nationalisation avec expropriation, sans indemnités ni rachat ;

2°) le « système énergétique » ne peut pas être défini seulement comme l'ensemble des infrastructures permettant de produire de la chaleur, de l'électricité et de la mobilité. Il comprend l'ensemble des convertisseurs énergétiques, donc aussi l'agriculture et la foresterie, qui permettent de convertir l'énergie solaire en biomasse. Pour être décentralisée, planifiée, socialisée et démocratique, l'alternative énergétique doit donc englober une alternative à l'agrobusiness, notamment le soutien à une agriculture

organique de proximité, paysanne ou coopérative ;

3°) la transition vers un système sans fossiles ni nucléaire n'est réalisable qu'en diminuant considérablement la production matérielle et les transports, ce qui nécessite un vaste plan de transformation sociale dont les éléments clés sont : la suppression des productions nuisibles ou inutiles, la reconversion des travailleurs qui en dépendent pour leur gagne-pain, et la réduction radicale du temps de travail, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire et réduction drastique des rythmes de travail.

Une fois n'est pas coutume, qu'on nous pardonne de citer Mao Zedong : « que cent fleurs s'épanouissent, que mille écoles rivalisent ».

Les thèses de Gegenstrom:

1. La catastrophe de Fukushima marque une rupture dans le débat sur la politique énergétique en Allemagne : La sortie du nucléaire se fera dans cette décennie: il n'y a plus aucun doute à ce sujet. Il s'agit pour l'essentiel du résultat du travail du mouvement antinucléaire et, pour l'instant, c'est aussi son plus grand succès.

2. Dans cette situation, où même la CSU [démocratie chrétienne bavaroise, située à droite de la CDU, NDT] semble être favorable à une sortie rapide du nucléaire, il n'est de loin pas suffisant d'exiger l'arrêt immédiat de toutes les centrales. Ceux « d'en haut » sont en train de reconsidérer le secteur de l'énergie dans son ensemble et les mouvements sociaux doivent faire la même chose. La politique énergétique est en train de changer. Mais que fait le mouvement social en matière de politique énergétique ?

3. En prônant la sortie du nucléaire, nous ne devons pas nous taire par rapport à l'énergie fossile. Nous vivons dans un système fondé prioritairement sur le fossile et non sur le nucléaire (le rapport global est d'environ 80% d'énergie fossile et de 6 % de nucléaire). Chaque année, beaucoup plus d'être humain meurent des suites du changement climatique - et donc de l'exploitation de l'énergie fossile – que des conséquences du nucléaire. Or, le débat sur la sortie du nucléaire comporte le risque de présenter un peu vite le charbon et le gaz naturel comme source énergétique durable, sûre et bon marché. Pour cette raison, notre revendication doit être: sortir du délire fossilo-nucléaire, 100 % d'énergie renouvelable aussi

vite que possible !

4. La tournant en matière d'énergie doit impliquer une rupture avec la puissance des consortiums et avec la centralisation dans le secteur énergétique, et une orientation vers un approvisionnement décentralisé et local. Donc: oui à la décentralisation, non aux projets géants comme Désertec [immense centrale photo-électrique dans le désert du Sahara, NDT] ou aux gigantesques parcs éoliens offshore [notamment dans la mer du Nord, NDT]. Ces projets ont pour principal objectif de permettre aux « quatre grands » consortiums électriques – RWE, E.On, Vattenfall et EnBW – de prendre le contrôle du secteur des énergies renouvelables.

5. Afin de casser la résistance extrêmement efficace des « quatre grands » au tournant de la politique énergétique, il faut les attaquer de front, ce qui paraît envisageable au vu de leur mauvaise réputation : cassons les consortiums énergétiques, socialisons l'approvisionnement énergétique !

6. Les cellules germinales d'un secteur énergétique démocratique doivent être les services d'approvisionnement municipaux et les coopératives énergétiques organisées sur une démocratie de base. Ceux-ci sont en mesure d'organiser le secteur énergétique dans son entier, et ils peuvent – contrairement aux consortiums énergétiques – être organisés de façon démocratique. Cependant, cela ne se fera pas tout seul si nous ni travaillons pas concrètement.

7. « Le tournant énergétique coûtera cher ! », crient les consortiums énergétiques. Bien évidemment, la transformation radicale du système énergétique dans son entier ne sera pas gratuite. Mais il est également vrai que le coût de l'énergie augmente depuis des années – et ceci en dépit du courant nucléaire ou produit à partir du charbon, soi disant bon marché. Il faut donc répondre à un triple défi: l'approvisionnement en énergie doit être raisonnable du point de vue écologique, organisé de manière démocratique et équitable du point de vue social. Ceci signifie, d'une part, des investissements massifs (de la part de l'Etat), et d'autre part, la fin d'une politique des prix abusive et monopolistique, telle que celle pratiquée par les « quatre grands ».

8. La question écologique est intimement liée à la question sociale. L'augmentation du prix de l'énergie ne doit pas amener à la « misère énergétique » de celles et ceux qui en consomment déjà très peu. C'est seulement à cette condition que l'acceptabilité sociale du tournant vers les renouvelables pourra être assurée. La condition clé pour répondre aux enjeux écologiques, c'est l'amélioration de la sécurité sociale humaine, au lieu du développement de la pauvreté provoquée par Harz-IV [réforme socialement régressive de l'assurance chômage en Allemagne, NDT].

9. La base populaire de ce tournant radical doit être un vaste mouvement social sur l'énergie. Le mouvement antinucléaire ; les initiatives anti-charbon et anti-CCS [capture et stockage du carbone, NDT] ; les milieux actifs par rapport le climat, à l'environnement et à la globalisation ; des ONG et des secteurs progressistes ; les services énergétiques communaux, et bien d'autres ; tous doivent y prendre part !

10. Le fondement de l'unification d'un tel mouvement, c'est la lutte pour la démocratie énergétique. Par démocratie, nous entendons la prise collective des décisions qui façonnent la vie de tous-toutes, sans la contrainte du profit. Nous sommes convaincu-e-s que ceci est déjà possible aujourd'hui dans le secteur de l'énergie. La démocratie énergétique est une

exigence qui répond au déficit croissant de choix démocratiques, dont se plaignent de plus en plus de gens après trente ans de néolibéralisme. C'est ce déficit qui peut conduire à une majorité à s'engager dans la lutte pour un véritable tournant énergétique.

11. Du point de vue de notre lutte en faveur de la démocratie énergétique, il est possible de voir sous un autre angle les initiatives souvent dénigrées contre de nouvelles lignes à haute tension, des éoliennes et des réservoirs de pompage-turbinage: ces mobilisations citoyennes traduisent souvent une protestation contre la perte de contrôle de leur conditions de vie. En nous fondant sur ce sentiment, que nous partageons aussi, nous pouvons établir un dialogue avec eux. Comme l'expérience le montre : davantage de participation conduit à davantage d'acceptabilité. Si nous n'agissons pas ainsi, ces réactions seront utilisées contre nous ; elles affaibliront et diviseront notre mouvement, si bien que nous risquons de perdre notre légitimité.

12. Notre conception du tournant énergétique ne vise pas à alimenter par d'autres énergies la course folle à la croissance. Si nous voulons éviter la crise climatique et si nous voulons transformer l'ensemble du secteur énergétique dans une perspective écologiste, la consommation énergétique finale de la société doit drastiquement diminuer. Pas de tournant énergétique social et écologiste sans critique de la croissance !

13. En résumé: la lutte pour la démocratie énergétique doit se fonder sur un large mouvement social dont les objectifs visent à socialiser, écologiser, décentraliser et démocratiser le secteur énergétique. Il est évident que l'ensemble de ces objectifs peut donner naissance à des conflits dans des situations concrètes. Nous sommes néanmoins convaincu-e-s que l'on ne peut renoncer à aucun de ces objectifs, ni d'un point de vue éthique, ni – encore moins – d'un point de vue stratégique.

Gegenstrom, Berlin, mai 2011

Traduction pour le journal solidaritéS (Suisse): Félix Dalang.

Le projet RISE



Depuis 1996, la Région wallonne octroie aux ailes wallonnes de la FGTB et de la CSC une subvention afin de développer conjointement le projet RISE (Réseau intersyndical de Sensibilisation à l'Environnement). Ce sont les instituts de formation des deux syndicats qui sont chargés de sa mise en œuvre : le CEPAG pour la FGTB et la FEC pour la CSC. Les deux premiers projets RISE ont été développés pendant une période de six ans.

RISE poursuit trois objectifs principaux :

- stimuler la concertation sociale en environnement dans les entreprises ;
- renforcer la capacité d'intervention des délégués syndicaux sur ces questions ;
- sensibiliser les travailleurs et leurs représentants à l'environnement.

Les axes de travail se déclinent de cette manière :

- la sensibilisation et la formation
- l'appui technique sur le terrain de l'entreprise
- la publication d'outils pédagogiques (brochures, émissions TV, documentaires...)

Parmi les points forts abordés récemment, on peut relever :

- la production d'une émission télévisée REGARDS FGTB wallonne intitulée « Transition juste vers une société bas carbone » ;
- la réalisation de 10 capsules vidéos d'interviews de délégués en entreprises, en front commun avec la FEC (5 capsules pour le CEPAG), qui seront mises en ligne sur le site www.rise.be et utilisées lors des formations futures pour stimuler les délégués à entreprendre des initiatives dans le domaine de l'environnement ;
- l'organisation d'une visite d'un projet-pilote d'initiative publique à Montdidier, en Picardie (France), dans le domaine des énergies renouvelables. Ce projet fait office de vitrine au niveau européen et a reçu le soutien du FEDER (Fonds européen de Développement régional) notamment. Il a donné lieu à une vidéo d'une vingtaine de minutes (voir ci après) ;
- la poursuite des actions en entreprise et la préparation de l'appui à la création d'un CPPT de site à l'aéroport de Gosselies (Bruxelles-Sud) ;

- la réalisation d'un outil pédagogique dans le cadre de la campagne 2011 « Justice climatique » du CNCN qui sera exploité en 2012 lors de deux journées de formation organisées par le CNCN en collaboration avec les organisations partenaires dont RISE ;
- l'organisation d'une formation sur les emplois verts destinée aux accompagnateurs sociaux.
- Les membres de la Cellule RISE de la FGTB font partie d'un groupe de travail « Solidarité Générations Futures » qui se penche sur des préoccupations comme les indicateurs complémentaires au PIB, la fiscalité verte, la décroissance...

En 2012, nous organiserons un Forum intersyndical sur le thème : « L'environnement, terrain d'action syndicale – Pour une transition Juste ! »

Montdidier, un exemple de transition juste

Les mouvements syndicaux appellent de leurs vœux, depuis de nombreuses années, l'avènement d'une économie moins prédatrice en ressources naturelles et à même de remettre l'humain au cœur de ses préoccupations.

Comme le démontrent à l'envi les réactions à la crise systémique que nous traversons, cet appel à une transition sociale et environnementale est largement ignoré des grandes politiques mises en œuvre par nos dirigeants.

Pour autant, ici et là, des petites collectivités allument des contre-feux au modèle dominant.

Montdidier (France), « ville pilote » en maîtrise de l'énergie, mène depuis 10 ans une politique qui conjugue avec bonheur préoccupation environnementale, justice sociale et création d'activités économiques (production d'énergies alternatives, filières d'emplois durables, protection des ménages).

Pour approfondir la question de la transition juste comme pour donner à voir et à comprendre des réalisations concrètes, les cellules Rise de la FGTB et de la CSC ont effectué un voyage d'études dans cette petite commune de Picardie le 9 juin dernier. L'expérience méritait en effet une attention toute particulière, pour évaluer notamment son potentiel futur et son caractère reproductible.

Un reportage a été tiré de cette visite marquante, où les principaux artisans de cette réussite énoncent les principes d'une gestion publique efficace et novatrice, où le bien-être collectif prévaut sur les intérêts privés.

Ce reportage et d'autres informations sur nos activités sont accessibles via notre site www.rise.be

Pour recevoir notre lettre d'information, merci de prendre contact avec Daniel Wojtalik, rue Haute 42 – 1000 Bruxelles – 02/506 83 96 – daniel.wojtalik@cepag.be

Le réseau belge « Nucléaire, STOP ! »

Jean-François Pontégnie, membre du réseau « Nucléaire STOP » ! Kernergie !

Depuis notre assemblée générale du mois de décembre 2011, nous nous sommes rebaptisés « Nucléaire STOP ! Kernergie », puisque les amis flamands de Climaxi nous ont rejoints.

Ce réseau, c'est l'idée de quelques personnes qui travaillent depuis longtemps avec le Réseau « Sortir du Nucléaire » français et qui voulaient bâtir une organisation du même type en Belgique. Il se serait agi de regrouper toutes les associations et toutes les personnes qui en Belgique luttent contre le nucléaire ; ça paraissait simple, ça paraissait évident.

Mais, le moins qu'on puisse dire, c'est que ce ne fut pas facile et l'enthousiasme de départ fut rapidement douché. D'atermoiements en défections diverses, nous nous sommes retrouvés entre nous : quelques petites associations et quelques personnes motivées... Tous les grands (pour ne nommer personne) nous avaient envoyés promener.

N'empêche... à force de ténacité, nous l'avons fait notre réseau ; nous sommes officiellement devenus une asbl le 17 octobre 2011, presque trois ans après que les premiers contacts avaient commencé d'être pris.

Depuis lors, nous sentons bien que nous devons continuer de faire nos preuves, encore et toujours. Et on met les bouches doubles : les protestations contre les passages de « Castors » en gare de Mouscron, les manifestations, comme celle de Tihange, les interventions événementielles, comme la distribution des sacs en papier ici à Liège, se succèdent. Tout ça avec des moyens dérisoires (d'ailleurs, tant que nous y sommes, voici le numéro compte : 523-0804132-77). Pour la petite histoire, nous disposons encore en tout et pour tout d'une soixantaine d'euros après la manif. de Tihange. Si, si, c'est vrai !

Pourtant on remet ça ce 11 mars. Finalement, nous nous en sortons toujours. Il faut donc rendre hommage aux associations fondatrices ou qui nous ont rejoints un peu plus tard et qui nous soutiennent de près, souvent même au-delà de ce que leurs moyens devraient raisonnablement leur permettre (par ordre alphabétique) : Les Amis de la Terre, Brabant Ecologie, Climat et Justice sociale, Climaxi, Eco-Vie, le Grappe et mpOC...

Nous espérons faire de la manifestation du 11 mars un grand succès, une avancée significative pour le Réseau. Si nous gagnons ce pari- là, il sera peut-être possible de commencer à concrétiser notre rêve : un réseau très large, ouvert, puissant, bien informé et rapide à l'action. Non que nous rêvions d'atteindre un jour la puissance de l'abominable « forum nucléaire », mais bien que nous souhaitons pouvoir lui clore le bec un peu plus souvent. Et ça, ça dépend de vous...

<http://nucleaire-stop.blogspot.com>

L'APPEL « CLIMAT ET JUSTICE SOCIALE »

(Appel lancé en 2007 et réactualisé en 2009).

« Nous pensons que le dérèglement catastrophique du Climat fait peser une menace imminente sur l'humanité. La responsabilité essentielle en repose sur les pays du Nord, plus riches et depuis le plus longtemps industrialisés et qui sont, jusqu'ici, responsables de l'essentiel des émissions à effet de serre. Nous exigeons de ces pays des réductions immédiates d'émissions de GES sur une très large échelle, qui soient leur contribution à un accord international de réductions des émissions à la fois juste et efficace dans la prévention d'un changement climatique catastrophique.

C'est pourquoi nous appelons à une mobilisation internationale massive en décembre 2009 pour peser sur les discussions de Copenhague, dont l'importance est cruciale »

Nous ne pouvons pas rester les bras ballants, alors que la manière de produire et de consommer des pays riches engage notre planète sur la voie d'une catastrophe climatique qui frappera des millions de gens (surtout les plus pauvres), augmentera encore les risques de guerre et détruira définitivement d'innombrables richesses naturelles.

Depuis plus de trente ans, les scientifiques mettent en garde contre le réchauffement, mais presque rien n'est fait. On continue à foncer dans le mur, parce que l'ignorance, l'égoïsme et la soif de profit à court terme s'opposent à l'action collective urgente et nécessaire. Les efforts individuels témoignent d'un réel engagement et d'une prise de conscience de la gravité de la situation, mais ils ne suffisent pas.

Nous décidons de nous mobiliser pour que les gouvernements prennent enfin les mesures structurelles radicales qui s'imposent, et pour que ces mesures respectent les principes de justice, d'égalité sociale, de démocratie et de solidarité. Le lancement de cet appel est une première étape.

« Climat et justice sociale ! » s'inscrit dans la mobilisation mondiale des mouvements sociaux en faveur d'un traité climatique international respectueux de l'environnement, efficace et équitable. Un traité respectueux de l'environnement doit respecter les limites de la biosphère et proscrire les technologies dangereuses, telles que l'énergie nucléaire. Un traité efficace doit garantir la réduction globale rapide des émissions de gaz à effet de serre jusqu'au niveau nécessaire pour que la hausse de température reste inférieure à 2°C par rapport à la période préindustrielle.

Un traité équitable doit faire payer la facture aux responsables du gâchis climatique, redistribuer la richesse, tant entre Nord et Sud qu'au sein des sociétés du Nord et du Sud, pour ouvrir la voie à un partage responsable des ressources.

Tout en collaborant avec les autres forces qui mobilisent les citoyens pour la défense du climat, « Climat et justice sociale ! » s'adresse plus particulièrement à la jeunesse, aux femmes, au monde du travail, aux personnes d'origine immigrée, aux réfugiés et aux exclus : leur participation est la meilleure garantie pour que les préoccupations de justice sociale et d'égalité soient au coeur de la défense du climat.

« Climat et justice sociale ! » vise à rassembler dans la diversité le plus grand nombre possible de citoyens décidés à agir pour sauver le climat selon les principes énoncés dans cet appel.

Nous sommes conscients du fait que ceux-ci peuvent se concrétiser à travers un large éventail de mesures. Nous revendiquons cette diversité comme une force, et prendrons des initiatives pour que toutes les propositions se réclamant de nos principes fassent l'objet de débats ouverts, stimulants et inventifs.

<http://climatetjusticesociale.be/>

